

SKIKDA

Le téléphérique opérationnel en mars 2009

De report en report, cet ouvrage d'envergure n'a suscité que l'appréhension des citoyens, eux qui n'ont récolté à ce jour que le tapage angoissant des engins de l'entreprise suisse Garaventa chargée du projet.

Juin, juillet et août étaient les dates annoncées par les officiels. Les raisons du retard ont été gardées secrètes jusqu'à tout récemment, soit à l'issue de l'installation d'une commission ad hoc, composée de tous les directeurs centraux du ministère des Transports et des directeurs généraux de toutes les entreprises intervenantes.

Première mission effectuée, le déplacement le 4 novembre à Skikda afin de s'enquérir de l'état d'avancement du chantier de réalisation. Suite à cela, une réunion s'est tenue au siège de l'Etus, à Hamrouche Hamoudi. Elle a regroupé les directeurs généraux du métro d'Alger (le maître d'ouvrage), de Sapta (entreprise chargée du génie civil), de Garaventa (le consortium suisse chargé des

travaux de réalisation) et de l'Etus (Entreprise de transport urbain de Skikda), ainsi que le directeur de wilaya des transports. Elle a été sanctionnée par l'élaboration d'une feuille de route.

Fonctionnalité des cabines de circulation le 1^{er} janvier 2009, essais de sécurité à effectuer jusqu'au 15 février sont les deux objectifs tracés. Décision émanant du ministère des Transports après qu'il eut été constaté que le projet accusait un retard de presque une année, les travaux ayant débuté en avril 2007 et devaient s'achever 12 mois après.

Le coût du projet est de 130 milliards de centimes. Les causes à l'origine du retard seraient liées à l'état du sol de la station intermédiaire de la gare routière Mohammed-Boudiaf.

Les Suisses de Garaventa ont dû

creuser jusqu'à 8 m de profondeur et injecter 7 000 m³ de tout-venant, actions nécessaires pour la reconstitution répétée du sol. Devant la difficulté de se procurer la quantité nécessaire, le déblaiement du terrain par couches successives de ce produit a pris du temps et donné lieu à un tapage quotidien insupportable, sachant que la station se trouve dans une artère principale et est entourée d'immeubles et gourbis.

Jusqu'à ce jour, les travaux d'installation des pylônes du téléphérique ont engendré un chamboulement dans la configuration spatiale de la ville et une multiplication de démarches génératrices de grogne citoyenne. Parmi elles, il convient de signaler celle ayant trait à l'évacuation de 22 familles vers les logements sociaux de Boulekeroua.

Ces familles résidaient dans des gourbis à Bouabaz, site précaire où a été implanté la station motrice de l'ouvrage.

D'autre part, la station de

Bouyala, le deuxième relais du projet, a nécessité l'aménagement d'une assiette qui jouxte la terrasse d'un café. «De toute manière, le gérant sera dédommagé par le Métro d'Alger à l'issue d'une évaluation effectuée par les services des domaines», nous dira le directeur des transports de la wilaya de Skikda.

Le téléphérique de Skikda comptera au départ 20 cabines de 15 places chacune. Il aura à supporter 1 200 usagers par heure. Le nombre de cabines sera revu à la hausse par la suite pour atteindre la trentaine.

Conçu pour effectuer des rotations en circuit fermé, il aura à relier les monts Bouabbaz et Bouyala en passant par la gare routière en 8 min. Il sera fonctionnel de 6 h à 23 h et le temps d'attente entre une cabine et une autre est estimé, par l'étude élaborée, à moins de 6 minutes.

Zaïd Zoheir

APW DE TIZI-OUZOU

Débat sur le secteur de l'habitat et de l'urbanisme

La situation des secteurs de l'habitat et de l'urbanisme a été au centre des débats de l'APW, réunie en session ordinaire dimanche et lundi derniers. Une fois n'est pas coutume, élus des différents groupes politiques et représentants de l'administration se disent d'accord sur le constat mais aussi sur les perspectives

Les limites ou l'absence d'une stratégie d'aménagement du territoire de la wilaya et l'obsolescence des instruments d'urbanisme pour l'ensemble de son territoire et de ses communes, auxquelles s'ajoutent un déficit en moyens de réalisation et d'autres contraintes sont les raisons mises en avant pour expliquer les ratés d'une urbanisation qui n'en finit pas de dévoiler ses tares.

En finir avec la gestion aléatoire de l'espace

Le document élaboré par une commission mixte de l'APW dresse un état des lieux exhaustif et critique des secteurs de l'habitat et de l'urbanisme dans la wilaya de Tizi-Ouzou. L'essentiel des observations et critiques ont porté sur la révision des différents instruments d'urbanisme et du plan d'aménagement du territoire de la wilaya. «Les études de révision du PDAU sont réalisées sans terme de référence au plan d'aménagement du territoire de la wilaya élaboré en 1990 et qui est complètement obsolète», est-il écrit dans le document de l'APW.

En effet, dans une wilaya qui connaît un déficit en ressources foncières urbanisables du fait de son caractère géomorphologique spécifique et qui est en butte à des conflits répétés et consécutifs à une densification et à une spéculation foncière effrénées, comme c'est le cas à la Nouvelle Ville de Tizi-Ouzou, la mise à niveau du plan d'aménagement du territoire de la wilaya (PATW) et des autres instruments d'urbanisme (PDAU et POS) est vivement souhaitée.

Il s'agit, argumente-t-on, d'assurer, une gestion raisonnée et planifiée de l'espace en préservant et en gérant au mieux un portefeuille foncier relevant du domaine privé de l'Etat qui se fait de plus en plus rare.

Signe d'une gestion aléatoire de l'espace, peu de communes ont entrepris l'élaboration ou la révision du plan d'occupation du sol. Les 559 POS programmés dans le cadre du PDAU de l'ensemble des 67 communes de la wilaya, soit une superficie urbanisable de 16 592,80 ha, 154 POS seulement sont inscrits à l'étude, déplorent les rédacteurs du document qui disent accorder «un intérêt particulier à la concrétisation de certains grands projets urbains» susceptibles de tirer vers le haut la capitale du Djurdjura, sur les plans urbain, économique et social.

Des chiffres et des contraintes

Sur les 48 278 logements (toutes formules confondues) inscrits, seuls 21 811 sont achevés, soit 45,17% ; 2 280 logements sont en cours de réalisation (45, 73%) ; la construction de 3 770 logements n'est pas encore lancée, soit 07,80% du

programme dont 366 équivalant à 01,28% sont à l'arrêt, énonce le rapport de l'APW qui explique les retards par la faiblesse de l'outil de réalisation, la fluctuation des prix des matériaux de construction, la rareté du foncier et les contraintes liées à la configuration géomorphologique. Des raisons invoquées pour expliquer le retards et les déficits en réalisation des programmes de logements, déplore la commission mixte de l'APW qui énumère aussi de nombreuses contraintes qui bloquent les opérations de réalisation des voies et réseaux divers.

Des contraintes qui risquent, selon les membres de cette commission, de compromettre la réalisation de ces programmes de mise à niveau des chefs-lieux communaux et villages de la wilaya. Enfin, notons quelques chiffres utiles retenus par la commission. Selon les résultats du dernier RGPH, le nombre d'habitants de la wilaya de Tizi-Ouzou est de 1 119 646 habitants.

Le taux d'accroissement annuel de la population est des plus faibles au niveau national, 01,10%, alors que la moyenne nationale est de 01,60%.

Le nombre de logements occupés est de 184 285 sur un total de 273 241, soit un taux d'occupation de 67,40%, le nombre de logement de propriété privée inoccupés est de 88 956. Le nombre de logements squattés est de 1 200. Tizi-Ouzou vient en tête des communes de la wilaya qui connaissent un fort pourcentage de logements squattés, suivent Azazga, Boughni, Draâ Ben Khedda et Draâ El Mizan.

S. A. M.

RÉSERVE FONCIÈRE

Imbroglia à Fréha

Contrairement à ce que l'on peut croire, la commune de Fréha, zone agricole par excellence, souffre d'une faible réserve foncière qui se répercute sur les lieux d'implantation des édifices publics, notamment dans le chef-lieu.

Le déplacement de l'assiette devant accueillir le CEM base 7 et la construction des locaux pour chômeurs dans l'enceinte du stade communal, entraînant du coup le rétrécissement de l'espace réservé aux tribunes, sont les indices de ce

malaise et des désagréments rencontrés quotidiennement par les élus locaux. Mais réellement, les espaces affectés à cet effet existent, simplement

il règne une confusion telle qu'on ne peut se prononcer sur leur statut. Un résultat dû à la mauvaise application des lois depuis plus de 24 ans déjà car il s'agit à l'origine de terrains privés officiellement intégrés dans la réserve communale et non indemnisés à ce jour.

En effet, en 1984 le wali avait pris alors la décision de créer une ZHUN (zone d'habitation urbaine nouvelle). Toute la zone agricole entourant la ville a été intégrée dans la réserve

foncière communale et ce, en application dudit arrêté qui avait conduit à une fulgurante extension urbaine. D'ailleurs, on se souvient des bâtiments qui poussaient comme des champignons à la fin des années 1980.

Les premiers expropriés avaient bénéficié de ce que prévoyait la loi dans ce sens. Seulement les autres terres non bâties sont restées en suspension car la décision qui devait être suivie d'une indemnisation systématique et des précisions concernant la place de la réserve familiale des expropriés n'a pas été appliquée, selon quelques propriétaires.

La plupart d'entre eux ont décidé, depuis, de reprendre leurs terres et de commencer à les exploiter et même à y construire.

Certains se posent la question de savoir si effectivement les pouvoirs publics avaient pris leurs terres pour répondre aux besoins d'utilité publique, pourquoi alors ils n'ont pas été indemnisés depuis 24 ans ?

Dans cet imbroglia, l'APC se retrouve coincée car il n'est pas dans son rôle de procéder à des indemnisations.

Pour l'instant, elle se réserve le droit de ne pas leur délivrer de permis de construire.

F. B.

YANIS 12 ANS,
SARAH 10 ANS,
YOUSRA 8 ANS
ET DJAMEL
14 ANS

L'enfance sous insuline

A la fleur de l'âge, ils savent déjà que dans un pays presque impossible à vivre, un autre front tout aussi pénible s'ouvre devant eux. Leur devenir sera fait de privations et de risques. Yanis, Sarah, Yousra et Djamel sont des enfants diabétiques. La seule wilaya de Boumerdès compte-raient plus de 600 enfants diabétiques.

Ils sont venus assister à la journée d'information et de sensibilisation organisée par l'Association des diabétiques de la wilaya de Boumerdès (ADWB) que préside Mohamed Mokri. Yanis, 12 ans, Sarah 10 ans, Yousra 8 ans et Djamel 14 ans se pressaient, en compagnie de leurs parents, pour se rendre dans la grande salle de conférence de la wilaya de Boumerdès, malheureusement trop pleine. La région de Boumerdès qui subit l'acharnement de la violence islamiste, qui a vécu un dramatique tremblement de terre et qui se débat dans les affres de la précarité et de la crise sociale, ne manque donc pas de déclencheurs de cette maladie.

En effet, selon les estimations optimistes du président de l'ADWB, la wilaya de Boumerdès compte près de 20 000 personnes souffrant de diabète. Djamel et Yousra ont eu le diabète après le séisme de 2003. Yousra, s'injecte, à son âge trois doses d'insuline quotidiennement. Elle a eu le malheur d'hériter de ce mal. Son père, modeste travailleur, se plaint de la cherté des traitements et des examens médicaux.

Quant à Sarah, elle a été témoin de l'accident de sa grand-mère. C'est le choc qui lui a causé cette maladie. Yanis veut, comme ses copains, pratiquer le foot, mais ses parents se sont opposés. «Nous avons peur des blessures», dira sa mère. Ses parents voulaient l'orienter vers la natation mais il n'aime pas. Fort heureusement, les parents sont là pour faire face à la situation et aider leurs petits à porter ce lourd fardeau. Mais combien d'enfants n'ont pas cette chance ?

Abachi L.

L'AFFAIRE
DE L'EX-MAIRE
DE DRARIA DEVANT
LE TRIBUNAL
DE BLIDA

L'enquête se poursuit

De sources proches du dossier, nous avons appris que l'enquête diligente, concernant l'ex-maire de Draria, dans la wilaya d'Alger, qui vient d'être placé sous mandat de dépôt par le juge d'instruction du tribunal de Blida, suit toujours son cours pour identifier toutes les parties liées à ce dossier relatif au détournement du foncier agricole. En effet, l'ex-maire de Draria aurait, selon l'enquête menée par la Gendarmerie nationale de Chéraga, transformé une exploitation agricole collective, EAC, d'une superficie de 30 000 m², en parcelles de terrains à bâtir qu'il avait distribuées, avec décisions d'attribution, à plusieurs dizaines de personnes, dont un enfant de 12 ans.

L'enquête a révélé qu'il n'y avait aucun dossier de foncier à la base, ce qui a rendu les constructions sur ces terrains illicites, et ce en raison de l'inexistence de permis de construire.

Il convient de souligner qu'une quarantaine de personnes seront prochainement auditionnées dans le cadre de cette affaire.

M. B.